

CHAPITRE IV

Les Organismes et institutions rattachés

Art. 22 : Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche exerce sa tutelle sur les organismes et institutions suivants :

- 1- le Conseil de l'Enseignement supérieur ;
- 2- le Conseil national de la Recherche scientifique et technique ;
- 3- l'Office du baccalauréat ;
- 4- la Commission nationale pour l'UNESCO ;
- 5- la Commission nationale de reconnaissance et d'homologation des diplômes, titres, grades et certificats ;
- 6- la Bibliothèque et les archives nationales ;
- 7- les Universités nationales ;
- 8- les Ecoles normales supérieures : Atakpamé ;
- 9- le Village du Bénin.

Art. 23 : Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche exerce une co-tutelle, avec d'autres départements ministériels, sur les grandes écoles et les établissements dispensant un enseignement supérieur suivant :

- 1- l'Ecole nationale des Auxiliaires médicaux ;
- 2- l'Ecole nationale de Sages-femmes ;
- 3- l'Ecole nationale de Formation sociale ;
- 4- l'Ecole nationale de Formation agricole ;
- 5- l'Ecole nationale de la Jeunesse et des Sports.

Art. 24 : Les organismes et institutions rattachés au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ou en co-tutelle, sont régis par les textes qui les ont créés.

TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 25 : Le directeur de cabinet, le secrétaire général et les directeurs centraux sont nommés par décret en conseil des ministres, sur proposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Art. 26 : L'attaché de cabinet, les conseillers techniques et les chefs de division sont nommés par arrêté du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Art. 27 : Des arrêtés préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 28 : Le décret n° 92-195/PM du 12 août 1992 portant réorganisation du ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique est abrogé.

Art. 29 : Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 05 août 2005

Le Président de la République,
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier Ministre
Edem KODIO

Le Ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
Professeur Komla Messan

DECRET N° 2005-070/PR portant attributions et organisation du ministère des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de la Réconciliation

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport de la ministre des droits de l'homme, de la démocratie et de la réconciliation ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2005-055/PR du 8 juin 2005 portant nomination du Premier ministre

Vu le décret n° 2005-058/PR du 20 juin 2005 portant composition du Gouvernement;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE

CHAPITRE 1^{er}

ATTRIBUTIONS

Article premier : Le ministère des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de la Réconciliation a pour mission de mettre en œuvre la politique nationale en matière de droits de l'homme, de la démocratie et de la réconciliation et d'en assurer le suivi avec la collaboration d'autres ministères et institutions concernés.

Art. 2 : Le ministère des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de la Réconciliation a pour attributions :

- l'élaboration, la planification, l'organisation, la coordination, le contrôle et le développement de toutes activités relatives aux droits de l'homme, à la démocratie et à la réconciliation. Il en assure le suivi en collaboration avec les autres ministères et institutions concernés ;

- la contribution à la consolidation de la démocratie participative par la promotion des principes démocratiques, du pluralisme politique et de la participation de la société civile et de tout citoyen ;

- la prise de toute initiative et l'encouragement de toute activité susceptible de concourir efficacement à la mise en œuvre et au suivi d'une politique active de réconciliation nationale aussi bien au niveau politique qu'au niveau de la population.

CHAPITRE II

ORGANISATION

Art. 3 : Le ministère des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de la Réconciliation comprend :

- le cabinet du ministre ;
- les services centraux ;
- les services extérieurs.

SECTION I - LE CABINET DU MINISTRE

Art. 4 : Le cabinet du ministre des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de la Réconciliation comprend :

- le directeur de cabinet ;
- l'attaché de cabinet ;
- les conseillers techniques ;
- le secrétariat particulier du ministre.

Art. 5 : Le directeur de cabinet est le collaborateur direct du ministre.

Il veille à l'exécution des directives du ministre, assure la gestion administrative du cabinet et supervise le fonctionnement de tous les services du ministère.

Il peut recevoir du ministre délégation de signature par arrêté, pour des actes relevant des attributions du département.

Art. 6 : L'attaché de cabinet seconde le directeur de cabinet et est notamment chargé de :

- l'organisation des audiences et du protocole du ministre ;
- l'organisation des missions et voyages du ministre ;
- toutes autres missions à lui confiées par le ministre.

Art. 7 : Les conseillers techniques sont chargés de donner au ministre, chacun dans son domaine de compétence, leurs avis et propositions sur les dossiers qui leurs sont confiés.

Ils sont habilités à transmettre les directives du ministre aux directeurs et aux chefs de service et à veiller à leur bonne exécution.

Art. 8 : Le chef du secrétariat particulier est chargé de :

- l'organisation et de la gestion du secrétariat particulier du ministre ;
- la programmation des audiences du ministre en relation avec l'attaché de cabinet ;
- l'exécution de toutes autres tâches à lui confiées par le ministre.

SECTION II - LES SERVICES CENTRAUX

Art. 9 : Les services centraux comprennent :

- la direction générale des Droits de l'homme ;
- la direction générale de la Démocratie et de la Réconciliation ;
- la direction de l'Information et de la Communication ;
- la direction des Affaires communes.

Paragraphe 1^{er} - La direction générale des Droits de l'homme

Art. 10 : La direction générale des droits de l'homme est chargée :

- de la conception, de la planification, de l'exécution et du contrôle de toutes les activités tendant à la promotion et à l'enracinement de la culture, des droits de l'Homme. Elle en assure le suivi avec la collaboration des autres départements ministériels et institutions concernés ;
- du renforcement de la coopération en la matière avec les institutions et organisations nationales et internationales ;
- du renforcement de la collaboration avec les organisations non gouvernementales internationales, les organisations, associations, collectivités, autres groupements et la société civile.

Art. 11 : La direction générale des Droits de l'homme comprend :

- la direction de la promotion des droits de l'homme ;
- la direction de la législation et de la protection.

Art. 12 : La direction de la promotion des droits de l'homme est chargée de la conception et de l'exécution de toutes les actions d'éducation, d'information et de sensibilisation en matière de droits de l'Homme.

Art. 13 : La direction de la promotion des droits de l'homme comprend :

- la division de l'action pédagogique,
- la division du suivi et de l'évaluation.

Art. 14 : La direction de la législation et de la protection est chargée :

- de l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme et de la conformité des pratiques administratives avec les textes en vigueur ;

- de la mise en œuvre des moyens de protection des victimes de violations, de leurs familles et des personnes en situation de risque ou appartenant à des groupes vulnérables ;

- du renforcement de la coopération avec les organisations internationales et de la société civile.

Art. 15 : La direction de la législation et de la protection comprend :

- la division de la législation ;
- la division de la protection ;
- La division de la société civile et des organisations internationales.

Paragraphe 2 - La direction générale de la Démocratie et de la Réconciliation

Art. 16 : La direction générale de la Démocratie et de la Réconciliation est chargée de :

- la conception, la planification, l'exécution et du contrôle de toutes actions tendant au renforcement de la démocratie. Elle en assure le suivi en collaboration avec les autres ministères et institutions concernés ;

- la conception, la planification, l'animation et du suivi des actions destinées à la mise en œuvre de la politique de réconciliation nationale.

Art.17 : La direction générale de la démocratie et de la réconciliation comprend :

- la direction du renforcement de la démocratie ;
- la direction de la réconciliation.

Art.18 : La direction du renforcement de la démocratie est chargée :

- de la planification, de l'exécution et du suivi de toutes les actions visant à promouvoir une culture politique ;
- du raffermissement des institutions démocratiques, de la participation du citoyen et des communautés,

- de la coopération entre le gouvernement, les autorités locales et la société civile.

Art. 19 : La direction du renforcement de la démocratie comprend :

- la division d'appui aux institutions démocratiques ;
- la division du partenariat et du dialogue démocratique ;
- la division de la participation citoyenne.

Art. 20 : La direction de la réconciliation est chargée de :

- la conception et la mise en œuvre des politiques, des stratégies et des mécanismes propres à encourager et à consolider le processus de réconciliation, en collaboration avec les autres départements ministériels, les institutions et les divers secteurs, organisations, associations, collectivités, ou autres groupements de la société.

- toute initiative visant à promouvoir et à consolider le processus de réconciliation.

Art.21 : La direction de réconciliation comprend :

- la division de recherches et de la prévention des conflits ;
- la division de la promotion de la réconciliation.

Paragraphe 3 - La direction de l'Information et de la Communication

Art. 22 : La direction de l'Information et de la Communication est chargée de :

- la coordination et de la gestion de l'ensemble du système d'information du ministère et des relations publiques ;
- l'élaboration et de la mise sur pied de moyens appropriés pour sensibiliser et former à l'utilisation, à l'évaluation et à la gestion de techniques de l'information et de la communication.

Art. 23 : La direction de l'information et de la communication comprend :

- la division de l'information ;
- la division de la documentation et des archives ;
- la division des relations publiques.

Paragraphe 4 - La direction des affaires communes

Art. 24 : La direction des affaires communes est chargée de :

- la gestion des ressources financières, matérielles et humaines ;
- la mise en œuvre de l'ensemble du système informatique du ministère.

Art. 25 : La direction des affaires communes comprend :

- la division de la gestion financière et du matériel ;
- la division des ressources humaines ;
- la division des systèmes informatiques.

Art. 26 : Les directions générales et les autres directions sont placées respectivement sous l'autorité des directeurs généraux et des directeurs.

SECTION III - LES SERVICES EXTERIEURS

Art. 27 : Les services centraux du ministère des droits de l'homme, de la démocratie et de la réconciliation sont représentés, au niveau de chaque région administrative, par une direction régionale.

Les directions régionales sont chargées, sous l'autorité des directions centrales, de l'exécution de la politique sectorielle du département dans leur ressort territorial.

Les directions régionales sont placées sous l'autorité des directeurs régionaux.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 28 : Le directeur de cabinet, les directeurs généraux et les directeurs des services centraux sont nommés par décret en Conseil des ministres.

L'attaché de cabinet, les conseillers techniques, les directeurs régionaux et les chefs de divisions sont nommés par arrêté du ministre.

Art. 29 : Le ministre des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de la Réconciliation peut, dans le cadre de la concertation avec les partenaires en développement et autres, mettre en place des organes consultatifs qu'il juge indispensables à l'accomplissement de sa mission.

Art. 30 : Un arrêté du ministre des droits de l'Homme, de la Démocratie et de la Réconciliation précise les attributions et le fonctionnement des divisions, sections et bureaux des services centraux et extérieurs.

Art. 31 : Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 96-083/PR du 04 juillet 1996 portant attribution et organisation du ministère des Droits de l'Homme et de la Réhabilitation.

Art. 32 : Le ministre des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de la Réconciliation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 05 août 2005.

Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Edem KODJO

La ministre des Droits de l'Homme,
de la Démocratie et de la Réconciliation
Me Massan Loretta ACOUETÉY

DECRET N° 2005-071/PR du 10 août 2005 portant attributions et organisation du ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation :

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 notamment en son article 69 ;

Vu le décret n°82-137/PR du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2005-055/PR du 8 juin 2005 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2005-058/PR du 20 juin 2005 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE

CHAPITRE I

ATTRIBUTIONS

Article premier : Le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation est chargé de l'administration générale du territoire ainsi que de la mise en œuvre de la politique de décentralisation définie par le gouvernement.

Art. 2 : Le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a pour mission notamment de :

- mettre en œuvre la politique du gouvernement dans les deux matières citées à l'article 1^{er} ci-dessus ;
- contribuer au développement et à l'épanouissement des collectivités territoriales ;
- régler les questions relatives : à l'état civil, aux affaires politiques et électorales, à la chefferie traditionnelle, aux cultes et aux associations.